

# Nos amendements (rejetés) à la résolution politique soumis en plénière

*Des amendements de la Position 4 ont été intégrés par la commission, améliorant sensiblement le texte. Cependant, les principaux amendements de la P4, soumis en séance plénière, ont été rejetés par la majorité (pour mémoire, nous les présentons dans le texte en rouge gras et entre crochets). Les élus de la P4 se sont donc abstenus sur la résolution.*

1. La victoire de François Hollande à l'élection présidentielle ou plutôt la défaite de Sarkozy a réjoui la grande majorité des travailleuses, des travailleurs et des jeunes. Elle est vécue comme une revanche après cinq années d'une politique cynique et arrogante au service des riches, des groupes financiers et des industriels au détriment de la collectivité. Elle ne s'accompagne ni d'illusions ni d'enthousiasme à l'égard de François Hollande qui a tout fait pour ne pas en entretenir. Il a su mener une campagne surfant sur le rejet de Sarkozy, flattant ce que ressent une large fraction de l'opinion en adoptant une pose humaniste et morale sans jamais se situer sur le terrain du monde du travail ni remettre en cause les règles du capitalisme. Bien au contraire, sur les questions essentielles, la crise, la dette, les déficits, il est resté dans le cadre imposé de l'Europe de la BCE et de la libre concurrence, du traité budgétaire allant jusqu'à se féliciter des déclarations de Merkel et du président de la BCE, Mario Draghi, sur la nécessité d'une politique de croissance alors que Merkel et Draghi lient cette hypothétique croissance à de nouvelles attaques, à la précarisation généralisée du travail. La victoire de Hollande est plus étroite qu'attendu mais refus, une opposition à la montée des préjugés réactionnaires dont Sarkozy a été le principal acteur pour le plus grand bénéfice de Marine Le Pen. Elle s'inscrit dans une situation contradictoire qui voit, dans un contexte dominé par l'antisarkozysme et le vote utile, se combiner une poussée à droite qu'exprime la progression du FN et une dynamique électorale à gauche du PS. La pression du vote utile, la volonté d'en finir avec Sarkozy a joué contre Jean-Luc Melenchon mais aussi contre les candidats anticapitalistes, Philippe Poutou et Nathalie Arthaud. Notre propre campagne a connu malgré tout un large écho de sympathie. Elle est un point d'appui pour reprendre l'offensive alors que la crise, loin de connaître une accalmie, s'accroît ainsi que l'offensive contre les travailleurs.
2. La défaite de Sarkozy et la progression du FN ouvrent une crise à droite dont l'enjeu est la création d'un nouveau parti populiste d'extrême droite nationaliste et chauvin, anti-immigrés, hostile à l'Europe, et rassemblant une partie de l'actuelle UMP et le FN. Marine Le Pen s'en veut l'axe. Elle a évoqué dans son discours du Premier mai le début d'un "*combat historique*" pour "*le grand parti du rassemblement national*" dont les législatives de juin pourraient poser les premières pierres en envoyant à l'Assemblée nationale « *des députés du*

*Rassemblement bleu marine*" grâce à des accords avec une partie de l'UMP. Les déclarations du ministre de la défense, Gérard Longuet, vont dans ce sens. Nous verrons ce qu'il en sera mais une crise profonde est ouverte à droite. Elle se développe entre les deux pôles entre lesquels a oscillé la campagne de Sarkozy entre les appels du pied à Bayrou et la course aux électeurs du Front national. L'appel de François Bayrou à voter Hollande, au-delà de ses hostilités personnelles, vise à le positionner comme un éventuel recours pour un PS en difficulté. Quelles que puissent être les évolutions de cette crise, la situation créée à l'issue de la présidentielle constitue un sérieux avertissement pour le monde du travail et ses organisations, pour toute la population. Il faut prendre toute la mesure des dangers que recèlent le développement de l'influence de l'extrême-droite, sa capacité à trouver une place dans le jeu institutionnel comme dans toute la vie du pays.

3. L'étude plus précise des résultats électoraux ne nous exonère pas de partir de l'analyse des rapports sociaux tels qu'ils se sont établis ces dernières années avec la détérioration du rapport des forces entre les classes au détriment des classes populaires. La restructuration de l'organisation de la production à l'échelle mondiale a pour conséquence la multiplication des fermetures de sites et des licenciements et l'aggravation des conditions de travail. Ceci est un élément essentiel de l'affaiblissement et des échecs des ripostes du monde du travail que ce soit sur le terrain de l'emploi, des salaires ou des conditions de travail voire des attaques contre les immigrés. C'est sur terreau que se développent à la fois les démagogues nationalistes. De cette situation sont issus les ressorts des mécanismes politiques que sont les capitulations et impuissances de la gauche, la démagogie populiste de la droite amplifiées par les pressions de la crise. Il y a là les composantes essentielles de la crise politique latente qui grippe la politique d'alternance. La crise use rapidement les équipes au pouvoir, elle accentue les contradictions entre les discours et les actes, met à nu les mensonges des hommes politiques ressentis comme autant d'agressions et de mépris par les travailleurs, les classes populaires. Il y a là les composantes essentielles de la crise politique latente qui grippe la politique d'alternance. La crise use rapidement les équipes au pouvoir, elle accentue les contradictions entre les discours et les actes, met à nu les mensonges des hommes politiques ressentis comme autant d'agressions et de mépris par les travailleurs, les classes populaires. Ces mécanismes se sont renforcés depuis les deux cohabitations gauche-droite à la fin de chacun des deux septennats de François Mitterrand puis après que la cohabitation a cédé la place à l'alternance avant que la crise ne vienne renvoyer dos à dos la politique de la gauche et de la droite l'une et l'autre soumises, à travers l'Union européenne, à la défense des intérêts des groupes financiers et industriels contre les peuples. La démoralisation du monde du travail, frappé de plein fouet par la précarisation, le chômage, la dégradation des conditions de vie et de travail, l'insécurité sociale généralisée a créé le terreau sur lequel ont germé les préjugés réactionnaires véhiculés par les représentants politiques des classes dominantes. **[AMENDEMENT P4 n° 1, rejeté (pour 9, contre 22, abst. 12, NPPV 17) : Ainsi, dès les années**

**80, le gouvernement PS-PCF a multiplié les lois et les discours contre les immigrés, allant jusqu'à favoriser la montée du FN qui était marginal auparavant. Plus tard, le gouvernement Jospin a refusé d'abroger les lois anti-immigrés de ses prédécesseurs et de régulariser les sans-papiers, tandis que sa politique a contribué à faire monter le FN jusqu'au 21 avril**

**2002.** La droite a **évidemment tenté de]** préserver son influence sur une partie de son électorat populaire en jouant la même sinistre musique **[que l'extrême droite]**. La démagogie de Sarkozy a joué un rôle déterminant pour aider le FN. D'abord lorsqu'il était ministre de l'intérieur, puis en 2007 quand il s'est fait élire en gagnant une partie de l'électorat d'extrême droite, enfin tout au long d'un quinquennat pourri dont sa campagne a été le point d'orgue. L'incapacité de la gauche à ne serait-ce qu'à se faire le porte-parole du mécontentement social, à offrir une perspective de changement réel remettant en cause la toute-puissance des capitalistes, laisse le champ libre à la démagogie de Marine Le Pen, à sa politique nationale-sociale qui dévoie le mécontentement sur le terrain du nationalisme et du chauvinisme, du racisme, un piège terrible.

4. La victoire de la gauche libérale et institutionnelle ne représente pas une réponse à la crise sociale et politique. Impuissante à se dégager du carcan de la dette, de la soumission des finances publiques aux intérêts privés des banques, elle n'aura pas d'autre choix que de mener une politique de remise en cause des acquis des salariés. Elle le fera peut-être de façon moins cynique et agressive que la droite, elle le fera en prétendant aider la croissance, donner « *un sens à l'austérité* », mais du point de vue des conditions de vie et de travail de la majorité de la population, la régression continuera. Et cela d'autant plus qu'en Europe, en Espagne, au Portugal, en Italie, la situation se dégrade rapidement. Les résultats des élections législatives en Grèce qui se déroulaient aussi le 6 mai éclairent les enjeux de la période. Ces élections ont montré un rejet profond des partis qui ont assumé la responsabilité d'imposer le diktat de la troïka au peuple grec. Ce rejet s'est fait pour une part au bénéfice d'un parti fasciste, l'Aube dorée, mais surtout de la coalition de gauche Syriza dont le dirigeant Tsipras se retrouve aujourd'hui avec la responsabilité de constituer le gouvernement en tant que deuxième parti du parlement après la défection du parti de droite. Le possible éclatement de l'Union européenne n'est plus une simple hypothèse. Hollande prétend concilier le traité budgétaire qui impose la règle d'or de l'austérité avec la croissance. Autant rechercher à résoudre la quadrature du cercle. Le traité budgétaire signifie de nouveaux sacrifices imposés aux populations, une accentuation de la récession en route et de la régression sociale. La mobilisation et le vote du peuple grec peuvent peut-être contraindre Merkel et Hollande à atténuer la politique de l'Allemagne et de la France. Au mieux, si c'est leur choix, ce ne pourra être qu'une accalmie de courte durée. La solution ne peut pas venir d'eux, elle ne peut venir que des mobilisations sociales et politiques des travailleurs et des peuples pour refuser de payer les frais de la crise.
5. La politique de la gauche au pouvoir, s'il n'y a pas une intervention du monde du travail, contribuera à créer des conditions favorables au populisme de la droite

extrême. La politique de Marine Le Pen, sa prétention à devenir la seule force d'opposition reposent sur cette réalité. Ceci dit, rien n'est joué, la situation est ouverte. Les évolutions politiques dont témoignent ces élections s'inscrivent dans des processus qui se déroulent au niveau de nombreux pays d'Europe, avec notamment l'émergence de partis populistes de droite extrême ou d'extrême-droite voire parfois réellement fascistes, utilisant la violence physique contre le mouvement ouvrier. Mais il n'y a aucun automatisme dans ces évolutions et la suite dépend de la capacité du mouvement ouvrier tant syndical que politique à reprendre l'initiative en s'affirmant comme une force d'opposition aux politiques d'austérité que va mener la gauche gouvernementale mais aussi en développant une orientation anticapitaliste.

6. De ce point de vue, l'écho, la dynamique de la campagne de Jean Luc Mélenchon et du Front de gauche participe d'un retour vers la politique de dizaines de milliers de militants, de travailleurs, de jeunes et cela est, de fait, un des éléments positifs de cette campagne. Cela indépendamment ou malgré les critiques et les divergences profondes que nous avons avec eux. Mélenchon, lui non plus n'a pas échappé à la pression du vote utile et, au final, les résultats de la gauche de la gauche se retrouvent à peu près au niveau de 2002. Bien sûr, nous ne fermons pas les yeux sur le fait qu'en 2002 l'essentiel des voix de cette gauche de la gauche se portait sur l'extrême gauche, Arlette Laguiller et Olivier Besancenot et qu'aujourd'hui, il se porte sur le Front de gauche, un rassemblement anti-libéral et réformiste. Le problème est bien réel, il indique l'échec de l'extrême gauche à franchir une étape pour jeter les bases d'un parti anticapitaliste implanté dans les milieux populaires et ouvriers. Indiscutablement la possibilité existait, et nous devons discuter des raisons de cet échec comme des réponses à y apporter. Du point de vue des rapports de force, nous devons cependant moduler cette appréciation. Le contexte politique entre 2002 et 2012 est profondément différent. En 2002, il s'agissait de sanctionner la gauche au pouvoir alors que le PC payait à la fois le prix de sa participation au gouvernement Jospin aux côtés de Mélenchon ainsi que les effets de la chute du Mur, l'effondrement de la bureaucratie stalinienne. Aujourd'hui, il s'agissait d'aider la gauche à revenir au pouvoir, de faire pression sur Hollande dans le cadre d'une éventuelle union de la gauche y compris sans participation gouvernementale du Front de gauche avec en toile de fond une crise profonde. Sur le plan électoral, le Front de gauche était l'instrument de ce vote de pression, c'est le sens et le contenu même de la campagne de Jean-Luc Mélenchon. C'est aussi ce qui souligne ses limites et l'utilité de notre propre campagne.
7. Notre campagne a su rappeler avec force que lorsque les partis socialistes gouvernent, ils sont les bons gestionnaires des intérêts des capitalistes. Elle a développé une partie des ambiguïtés de Mélenchon. Elle a été la campagne de celles et ceux qui ne voulaient rien lâcher, aller jusqu'au bout sans craindre les conséquences des exigences du monde du travail, l'affrontement avec l'État et les classes dominantes. Elle a été aussi, et c'est lié, la campagne de Philippe, l'ouvrier candidat venu bousculer les routines du jeu politicien, celui qui avait le culot de

s'inviter dans le débat auquel on ne l'avait pas convié. La combinaison des deux a réussi à « crever l'écran », en fin de campagne grâce à la ténacité, au courage de Philippe après que la mobilisation de la plupart des militants du parti, par-delà les clivages, pour obtenir les parrainages a eu brisé la censure administrative que les grands partis ont instaurée. Personne ne niera nos faiblesses, en particulier notre difficulté à lier les deux premiers points à une perspective plus générale tant autour de la question du pouvoir, de l'Europe que de la perspective transitoire. Mais cette difficulté renvoie à une faiblesse collective d'élaboration, sans doute un des facteurs de crise du NPA auquel il nous faudra apporter des réponses. Le bilan militant et organisationnel de la campagne sera fait dans un autre texte mais il convient de souligner qu'elle a permis de nous mobiliser, de sortir des débats internes pour nous tourner vers l'extérieur, affirmer et défendre la politique qui sous-tend le projet du NPA.

8. Notre campagne s'est construite autour du refus de toute austérité de droite ou de gauche, le refus de payer la dette, l'exigence de son annulation et l'expropriation des banques pour créer un service bancaire unique. Elle s'est développée dans la perspective de la construction d'une opposition de gauche à la politique de la gauche libérale si celle-ci venait au pouvoir. Aujourd'hui, cette perspective prend tout son sens alors que la droite veut sa revanche et que l'extrême droite voudrait profiter de la faillite de la gauche pour s'imposer. Pour faire barrage à la droite et l'extrême droite nous appelons à construire une force d'opposition de gauche contre toute politique d'austérité. . Pour cela il y a besoin d'une force anticapitaliste, indépendante du Parti socialiste. Les législatives du 10 juin seront l'occasion de développer le plus largement possible cette perspective. Chaque fois que d'autres forces anticapitalistes ont été d'accord pour la défendre à nos côtés dans ces élections, nous nous sommes présentés ensemble (avec le MOC notamment dans certaines circonscriptions). Ces élections seront la conclusion logique de notre campagne présidentielle, son complément indispensable et en même temps le début d'une nouvelle page de l'histoire du NPA. **[Amendement P4 n° 2, rejeté (pour 11, contre 28, abst 9, NPPV 15) : Nous y expliquerons qu'il n'y a pas d'autre solution à la crise que de rompre avec le capitalisme et donc de combattre pour un gouvernement des travailleurs. Ce gouvernement, qui reposerait sur les mobilisations, répudierait la dette, exproprierait les banques, le secteur de l'énergie et d'autres groupes capitalistes pour en faire des monopoles publics et relancer la production sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes.]****[Amendement P4 n° 3, rejeté (pour 7, contre 40, abst 4, NNPV 8) : Constatant les ambiguïtés du Front de gauche sur la question d'un soutien au moins parlementaire au gouvernement Hollande, nous accentuerons la critique de ses orientations, notamment son refus de préparer le combat contre l'austérité inévitable du gouvernement, sa subordination des luttes à une logique institutionnelle et son refus de combattre l'impérialisme français.]** Nous verrons les positionnements des uns et des autres par rapport à la majorité gouvernementale et parlementaire qui sortira des législatives et des tractations entre les forces de la

gauche institutionnelle. Par-delà ces péripéties, nous nous adressons à l'ensemble du monde du travail et de ses organisations pour préparer un mouvement contre l'austérité et pour imposer une politique qui rompe avec les diktats de la troïka.

9. Comme nous l'avons fait publiquement dans nos tracts depuis plusieurs semaines, le NPA s'adresse activement à celles et ceux qui se sont reconnus dans notre campagne, aux organisations et à celles et ceux qui se sont retrouvés dans les campagnes du Front de Gauche ou de Lutte ouvrière, aux organisations qui n'ont pas participé aux élections mais qui sont sur le terrain de l'anticapitalisme (comme Alternative Libertaire, le MOC), aux militantEs syndicalistes et à l'ensemble du mouvement social. Nous leur proposons une campagne unitaire en opposition aux politiques d'austérité qui intègre plusieurs dimensions :

- l'abrogation des mesures prises tout au long du quinquennat de Sarkozy, lois antisociales, atteintes aux services publics, lois xénophobes ou liberticides,
- contre la ratification du pacte budgétaire européen,
- la lutte contre les licenciements,
- l'augmentation des salaires.

Nous voulons fédérer les résistances, construire de larges cadres unitaires pour faire converger les luttes contre toutes les mesures d'austérité qui ne manqueront pas d'arriver « au nom de la réduction des déficits ». **[Amendement P4 n° 4, rejeté (pour 14, contre 28, abst 10, NPPV 17) : En même temps, nous continuons bien sûr à défendre nos orientations propres sur ces mêmes questions : pour l'interdiction des licenciements, pour le partage des heures de travail, pour le SMIC à 1700 euros nets et l'échelle mobile des salaires, pour la sortie du nucléaire en 10 ans, pour une Europe des travailleurs rompant avec l'UE capitaliste et ses traités, pour le retrait des troupes françaises d'Afrique et d'Afghanistan...]**

10. Sous la double pression de la crise économique et des changements politiques s'opère une politisation des militants, des travailleurs, de la jeunesse. Nous intervenons dans ce débat pour défendre notre programme anticapitaliste. Le projet du NPA reprend tout son sens, celui de la nécessité d'une force anticapitaliste totalement indépendante de la gauche institutionnelle. A l'heure où des appels se font jour pour rejoindre le FDG, y compris au sein du NPA, nous pensons au contraire que le rassemblement des anticapitalistes ne peut dépendre des aléas tactiques du FDG. Rejoindre le Front de gauche d'une façon ou d'une autre, c'est accepter la direction du PCF et de Mélenchon, abdiquer de l'indépendance des anticapitalistes comme d'une politique internationaliste fidèle aux intérêts des travailleurs par-delà les frontières. Peser sur la scène politique, stimuler l'action unitaire et garder toutes les possibilités de critique, d'intervenir dans les mobilisations, donner son actualité au projet de transformation révolutionnaire de la société, voilà qui exige un NPA indépendant de la gauche institutionnelle et postulant à représenter les intérêts généraux des classes exploitées. Le rassemblement indépendant des anticapitalistes ne relève pas de choix tactiques. Il s'agit d'une option stratégique fondée sur la conviction qu'il n'y a pas d'issue à la crise hors de l'intervention directe des travailleurs et des classes

populaires. **[Amendement P4 n° 5, rejeté (pour 6, contre 33, abst 7, NPPV 33) : Pour relancer le NPA, nous avons besoin de mener les discussions de fond sur le type de parti que nous voulons, sur nos priorités d'intervention, sur les questions de programme et de stratégie.]**

**Délégués de la Position 4**, le 23 mai 2012